

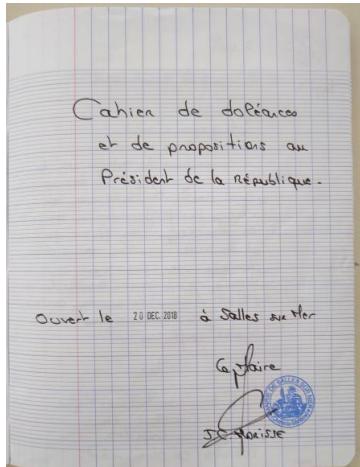
Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

Salles-sur-Mer

code INSEE : 17420

2208 habitants

Communauté d'agglomération de La Rochelle



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W391) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier petit format piqué, grands carreaux, 96 pages. "Paginé p 2 à p 20 et tamponné.

Titre : « Cahier de doléances et de propositions au président de la République » sur une étiquette manuscrite en couverture et repris sur la page de garde avec la mention « Ouvert le 20 DEC 2018 à Salles-sur-Mer », Signature du maire et tampon 14 contributions.

RETRAITES :

- Suppression TOTALE de la C.S.G. sur l'intégralité des pensions de TOUS les retraités (sans aucun seuil) ET INDEXATION des retraites sur l'inflation (à noter : au regard de la lettre du Président qui introduit sa lettre par « chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités » = cela est désormais erroné car les retraités financent les salaires de ceux qui travaillent !!!)

TAXES CARBURANTS :

- suppression TOTALE et DEFINITIVE des nouvelles taxes prévues sur les carburants

FISCALITE :

- Revoir la fiscalité aux fins de plus de justice

3°) Démocratie.

- Réduction drastique du nombre des parlementaires et baisse de leurs indemnités
- Suppression du Sénat
- Recréation de la Constitution et retour à un président responsable devant les Français
- Election du Parlement à mi-mandat présidentiel

6- Informer les retraités sur l'utilisation faite par le gouvernement de l'augmentation de la CSG.

7- Un pays sans impôts, c'est un pays où l'école n'est pas accessible à tous, où les routes ne sont pas entretenues, où les ordures ne sont pas ramassées.

8- Pour tous les Français " Vous avez beaucoup de chance d'être nés en France" Voyagez et vous verrez la différence!".

→ Tous les citoyens devraient payer un impôt sur le revenu même symbolique.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [].

1. Manuscrit, 12 lignes, 77 mots

Le jeudi 20 décembre 2018

Je sollicite :

- * le pouvoir d'achat,
- * revoir tous les salaires,
- * rémunération des retraites, voir les classes moyennes qui sont beaucoup oubliées,
- * aussi amélioration de la prise en charge des personnes porteurs ou porteuses de handicap, dans la vie professionnelle et les moyens pour vivre mieux à leur domicile, vie courante.

D'autre part, revoir amélioration de l'habitat pour les maisons anciennes, les plafonds (de ressources), barèmes souvent compliqués.

Merci

M. [Nom Prénom]
[Adresse]
Portable [n°]

2. Manuscrit, 14 lignes, 79 mots (homme)

M. [NOM Prénom, Adresse, N° de téléphone portable]

- 1) Suppression de la CSG pour tous les retraités.
- 2) Indexer les retraites sur l'indice INSEE du coût de la vie.
- 3) Mise en place d'un barème d'imposition plus juste pour les revenus médians (plus de tranches).
- 4) Gel des taxes sur les carburants, voire diminution.
- 5) Instauration d'une proportionnelle lors de l'élection des députés pour que l'Assemblée nationale représente plus les courants politiques.
- 6) Rendre aux territoires les moyens d'exister, éviter de tout diriger pour les centres urbains.

3. Manuscrit, 34 lignes, 191 mots (homme)

M. [NOM Prénom, Adresse]

- 1) Remettre en place l'ISF.
- 2) ANNULER les dispositions financières relatives aux FLAT-TAXES.
- 3) ANNULER les dispositions financières relatives aux taxes sur les dividendes.
- 4) ANNULER la hausse de 25 % sur la CSG pour les retraités.
- 5) ANNULER tous les avantages fiscaux pour les journalistes.
- 6) Diviser par 2 le nombre des députés.
- 7) Diviser par 2 le nombre des sénateurs.
- 8) Diviser par 2 le nombre d'employés salariés
 - a. au Sénat,
 - b. à l'Assemblée nationale,
 - c. à l'Élysée.

- 9) Diminuer rapidement toutes les dépenses de l'État, ainsi que de toutes les collectivités, régions, départements, etc., etc.
- 10) Stopper le régime des intermittents du "spectacle".
- 11) Stopper les aides massives aux syndicats.
- 12) Stopper les aides à tous les organes de presse... ou alors il faut subventionner tout le monde !!!
- 13) Diminuer rapidement le nombre de "hauts fonctionnaires" payés grassement pour quel genre de production.
- 14) Alléger la représentation de la France à l'étranger -> pas de coût.
- 15) Arrêtons de donner de l'argent qu'on n'a pas !!! L'État emprunte en septembre de chaque année pour financer son fonctionnement ??? Est-ce qu'une entreprise pourrait faire pareil ? = NON.

4. Manuscrit, 30 lignes, 148 mots (femme)

Vendredi 11 janvier 2019.

[NOM Prénom, Adresse, Téléphone portable]

3^e Rétablissement de l'ISF.

2^e Augmentation réelle du SMIC à 1200 € net.

1^{er} Réindexation annuelle systématique des pensions de retraite. Amélioration du pouvoir d'achat.

4^e Que les impôts sous forme de taxes (qui ponctionnent même les plus "petits") soient transférés sur les impôts sur les revenus (proportionnels ceux-là au niveau social).

- « Que les "gros" payent "gros" (Amazon, Google, MacDo, etc.) et que les "petits" payent "petit" ».
- Fortement taxer les délocalisations des grandes entreprises.
- Taxe d'habitation pour les 10 % les plus riches.
- Paiement des heures sup. des forces de l'ordre systématiquement.
- Fin totale du CICE.
- Fin immédiate des fermetures des : petites lignes, bureaux de poste, maternités.
- Importantes améliorations, donc augmentation importante du budget des hôpitaux. Maintien et amélioration de tout le service public.
- Taxation du fuel maritime + du kérosène et baisse de la taxation essence.

5. Manuscrit, 8 lignes, 60 mots (homme)

Vendredi 11 janvier 2019

M. [NOM Prénom, Adresse]

Je suis retraité depuis 2014 et ma pension ne cesse de diminuer. Haussé de la CSG (8,3 %) et non-revalorisation (0,3 % en 2019) par rapport à l'inflation.

Il serait vraiment urgent de relever les pensions de retraite pour faire face aux augmentations répétées de toutes les factures qui augmentent d'années en années (assurances, énergie, contrôles techniques, taxes, etc.).

[Signature]

6. Manuscrit, 13 lignes, 63 mots (femme)

Vendredi 11 janvier 2019

Madame [NOM Prénom, Adresse]

Mes doléances sont les suivantes :

- La CSG pour les retraités (revenir à l'ancien taux).
- Le pouvoir d'achat.
- Indexation du montant des retraites sur l'inflation.
- Imposition sur la prime et départ en retraite.

Écologie.

- Taxation sur le carburant pour les avions.
- Ferrouillage.
- Taxation des importations (cargos, etc.)

Politique – Plus de démocratie. Une véritable proportionnelle aux élections.

[Signature dans la marge gauche]

7. Manuscrit, 7 lignes, 47 mots (homme)

[NOM Prénom]

- Possibilité pour un retraité qui touche plus de 2000 € de retraite/mois d'être exonéré de la hausse de la CSG dans la mesure où il a encore à sa charge des enfants scolarisés.
- Tous les citoyens devraient payer un impôt sur le revenu même symbolique.

8. Dactylographié (collé, ajout manuscrit), 20 lignes, 185 mots (homme)

[NOM Prénom *manuscrit*]

JE REVENDIQUE :

RETRAITES :

- Suppression TOTALE de la CSG sur l'intégralité des pensions de TOUS les retraités (sans aucun seuil) ET INDEXATION des retraites sur l'inflation (à noter: au regard de la lettre du président qui introduit sa lettre par "chez nous, ceux qui travaillent financent les pensions des retraités" = cela est désormais erroné car les retraités financent les salaires de ceux qui travaillent !!!)

TAXES CARBURANTS :

- Suppression TOTALE et DÉFINITIVE des nouvelles taxes prévues sur les carburants.

FISCALITÉ:

- Revoir la fiscalité aux fins de plus de justice.

IMMIGRATION :

- Ouvrir un débat sur l'immigration et sur les choix des Français.

90 km :

- Revenir sur les 90 km : les 80 km/heures mis en place aux seules fins de faire rentrer des recettes dans les caisses de l'État.

TRAIN DE VIE DE L'ÉTAT :

- Diminution de train de vie de l'État et des émoluments versés aux députés, sénateurs et représentants de l'Europe, ainsi que de leur nombre.
- Suppression totale des revenus et avantages versés aux anciens présidents.
- [Ajout manuscrit] Diminution des députés et sénateurs

Que chaque citoyen paie l'impôt par solidarité.

9. Manuscrit (3 pages), 52 lignes, 308 mots (deux personnes)

[NOM Prénom], proviseur honoraire, et [NOM Prénom], proviseur honoraire

Nous revendiquons :

1°) La justice fiscale :

- Suppression de la CSG pour tous les retraités.
- Rétablissement de la demi-part pour les parents ayant élevé 2 enfants.
- Allégement du barème fiscal pour les veufs et veuves considérés à tort comme célibataires.
- Allégement des impôts indirects (taxes les plus injustes, ex : TVA).
- Suppression de la taxe d'habitation pour tous.
- Révision des tranches fiscales pour cesser d'accabler les classes moyennes.
- Suppression des niches fiscales.
- Payement de l'impôt pour toutes les sociétés et les dirigeants travaillant en France.
- Rétablissement immédiat de l'ISF.

2°) Justice sociale :

- Indexation des retraites sur le coût de la vie.
- Augmentation de l'Allocation Adulte Handicapé de 200 euros minimum.
- Augmentation significative du SMIC.
- Augmentation significative de la catégorie C de la fonction publique.
- Interdiction de dépasser l'écart de 1 à 10 pour les salaires des entreprises.
- Suppression des 600 plus hauts salaires et postes de la fonction publique (et des primes).
- Suppression des avantages en nature offerts aux représentants de l'État, préfets, sous-préfets.

3°) Démocratie :

- Réduction drastique du nombre des parlementaires et baisse de leurs indemnités.
- Suppression du Sénat.
- Révision de la Constitution et retour à un président responsable devant les Français.
- Élection du parlement à mi-mandat présidentiel.

- Référendum d'initiative populaire.
- Suppression des commissions bidons, ex : haute autorité, etc.
- Suppression des nombreux avantages acquis par les anciens présidents de la République.
- Réduction drastique des avantages de retraite des parlementaires.

4°) Égalité des territoires :

- Suppression des 80 km/h sur les routes.
- Maintien des services publics et hôpitaux dans les zones rurales et semi-rurales.
- Revalorisation de la fonction de maire.
- Compensation des charges transférées aux communes et départements par l'État.

Fait à Salles-sur-Mer le 14/01/2019

[Signature] [signature]
[Adresse]

10. Manuscrit, 18 lignes, 108 mots

- Augmentation du SMIG pour tous, pas de prime activité pour quelques citoyens. 13^e mois pour tous salariés "obligatoire" pour les employeurs. (SMIG à 1500 € net).
- Augmentation de toutes les retraites inférieures à 2000 € net.
- Remise de l'ISF.
- Revoir le maintien des services publics, financièrement revoir à la hausse le financement des mairies.
- Baisser le taux des agios des banques pour les découverts des personnes qui ne peuvent finir le mois, annuler les frais bancaires de 2 € euros pour les découverts autorisés (loi du 1/1/19).
- Un logement pour tous.
- Le respect du président de la République vis-à-vis du peuple.

[P. NOM] [Signature]
[Adresse]

11. Mail imprimé [absent de la copie numérique], 13 lignes, 184 mots (couple)

De : [adresse mail]

Envoyé : vendredi 25 janvier 2019 18:20

À : salles-sur-mer@salles-sur-mer.fr

Objet : Doléances

Bonjour,

Sujet : cahier de doléances

1. Revenir sur la vitesse limitée à 80 kms heure et laisser ce soin aux communes et aux départements.
2. Abolir le permis à points. Trop de personnes circulent sans permis et sans assurance souvent pour des infractions minimes. Par contre augmenter le tarif des amendes.

3 Trop de primo-délinquants. Au lieu de les envoyer en prison, il serait préférable de les contraindre à trois mois de service militaire. Hors de leur milieu de vie.

4 Le Sénat a besoin d'être réduit de moitié.

5. Punir sévèrement les personnes qui divulguent de fausses informations (députés européens, chefs de partis politique) y compris sur les réseaux sociaux (Facebook, YouTube, etc.).

6. Informer les retraités sur l'utilisation faite par le gouvernement de l'augmentation de la CSG.

7. Un pays sans impôts, c'est un pays où l'école n'est pas accessible à tous, où les routes ne sont pas entretenues, où les ordures ne sont pas ramassées.

8. Pour tous les Français : « Vous avez beaucoup de chance d'être nés en France. Voyagez et vous verrez la différence ! »

Cordialement,

M. et Mme [Nom]

12. Dactylographié (3 demi-pages collées), 57 lignes, 782 mots (femme)

De [Prénom NOM], Salles-sur-Mer

La société a changé mais les mesures pour accompagner ce changement n'ont pas été mises en place. Si je n'apprécie pas le mouvement des Gilets jaunes dans sa globalité, il aura au moins eu le mérite de mettre en évidence que nos hommes politiques, depuis plusieurs décennies, n'ont pas été des visionnaires et/ou que les Français sont réfractaires au changement. La plupart des Gilets jaunes qui continuent aujourd'hui à être dans la rue, mettant en péril l'économie du pays par leur violence et leur entêtement, attendent tout d'un État qu'ils méprisent. Nous avons la chance d'être dans un beau pays libre qui nous donne la possibilité de nous exprimer et de participer à la transformation de notre société, alors profitons de cette opportunité.

Voici, pour ma part, les idées qui, je pense, pourraient réduire les inégalités sociales :

- **L'impôt sur le revenu** devrait être calculé sur le salaire brut et individualisé c'est-à-dire que l'on ne prend plus en compte la notion de célibataire, en couple, plus de quotient familial, d'abattements et déductions diverses. Deux personnes qui ont le même revenu paient le même impôt. Les déductions et allégements seraient sous forme d'allocations ou prestations.
- **La CSG** sur les retraites devrait être prélevée individuellement comme pour l'impôt.
- **L'ISF** devrait être rétabli puisque les effets escomptés ne sont pas au rendez-vous.
- **La TVA** avec pas moins de 10 taux est incompréhensible. Il faudrait un taux réduit pour les produits de première nécessité et un seul autre taux pour tout le reste. Plus de taux différents par région et suppression de la détaxe pour les touristes étrangers et *duty free*.
- **L'impôt sur les sociétés**, les petites entreprises devraient être exonérées de charges lorsque leur chiffre d'affaires est en dessous d'un certain seuil.
- **La valeur travail**, tout citoyen doit pouvoir vivre décemment de son travail, il faut un salaire minimum dès lors que l'on produit du travail comme les agriculteurs, les pêcheurs et bien d'autres travailleurs indépendants.
- **Le prix des carburants**, les mêmes taxes que dans les autres pays de l'UE et des primes pour les salariés habitant à plus de 10 kms de leur lieu de travail, comme les Parisiens ont des primes pour leur transport public .
- **Les droits de succession**, un seul taux pour la totalité des successions en ligne directe de 1 % à 10 %. Il est inadmissible que des enfants soient obligés de se séparer d'une partie du patrimoine laissé par leurs parents.

- **La refonte complète de l'administration**, avec la suppression du "millefeuille" ou se superposent tout un tas de services qui se renvoient les responsabilités et qui font souvent doublon. Modernisation des emplois fonctionnaires avec des outils en rapport avec le XXIème siècle.
- **L'accès aux services publics**, avec des heures d'ouverture correspondant au besoin du public. Comment se rendre à la mairie, la police, à la préfecture ou au bureau de poste quand les horaires d'ouverture sont les mêmes que vos horaires de travail.
- **Réduction du nombre de nos parlementaires**, nous sommes le pays où il y a le plus d'élus. Je me pose la question de la légitimité du Sénat. De bons députés qui remontent grâce au RIC les problèmes de leurs concitoyens peuvent élaborer des lois en adéquation avec les besoins des citoyens français.
- **Réduction du train de vie des élus de la République**, avec la suppression de priviléges désuets et une limitation drastique des dépenses faites avec l'argent public, plus de rigueur dans le choix d'investissement parfois inutiles.
- **Les votes blancs et le vote obligatoire**, en effet le vote blanc doit être pris en compte, c'est la démocratie et je suis également pour le vote obligatoire car, si l'on a des droits, on a également en contrepartie le devoir de participer activement à la vie de la société dans laquelle on vit.
- **Les retraites** doivent être harmonisées, il faut un même mode de calcul et les mêmes règles pour tous.
- **Le référendum d'initiative citoyenne** est certainement une bonne idée à condition qu'il soit bien mené et bien encadré. Il est impensable que la légitimité d'une élection démocratique ou que des grandes avancées sociétales soient remises en cause, même si je n'approuve pas le mariage pour tous ou l'abolition de la peine de mort dans certains cas bien précis. Les Français ont la légitimité d'un pouvoir de décision qui va dans le sens de la devise "liberté, égalité, fraternité" à condition que cela ne devienne pas l'anarchie.
- **Des cours de morale et de civisme**, nous avons perdu ces notions et notre jeunesse est en perte de repères. Il serait bon de rétablir ces valeurs fondamentales pour le respect de tous.

13. Dactylographié (2 pages), 22 lignes, 199 mots

Doléances pour participation au Grand Débat

- Justice sociale

- .. Minimum vieillesse devrait garantir de pouvoir manger et se loger à toutes personnes.
- .. RSA à réévaluer.
- .. Indexation des retraites sur le coût de la vie.
- .. Aide aux agriculteurs en difficultés financières.
- .. Protection sociale pour les Français qui payent leurs impôts et/ou leurs cotisations en France (travailleurs frontaliers, domiciliés à l'étranger...).

- Justice fiscale

- .. Imposition des hauts revenus (tranches d'imposition à revoir).
- .. Impôt pour les sociétés ayant des bénéfices en France.
- .. Impôt pour les artistes ou sportifs se produisant en France.
- .. Augmentation des moyens pour la chasse à la fraude fiscale.

- Emplois

- .. Revalorisation du SMIC (par baisse des charges patronales pour ne pas augmenter les coûts de production).

.. Favoriser la valeur travail vis-à-vis des allocations ou aides.

- Aménagement des territoires

.. Organiser une vraie répartition des transports en commun.

.. Répartition des services publics.

.. Redynamiser les centres villes (implantations de commerces de proximité).

- Institutions

.. Diminuer le nombre des élus des deux chambres.

.. Revoir salaires, retraites et avantages de l'ensemble des élus, des ministres et présidents.

.. Assemblée participative citoyenne au niveau régional et local.

[P. NOM]

14. Dactylographié (petits caractères), 79 lignes, 1180 mots (homme)

Suite au débat proposé par notre président E. MACRON, et à l'interrogation écrite qu'il nous fait, je suis personnellement dubitatif quant à la traduction des idées émises par les Français !

La suppression de l'ISF dès son arrivée à l'Élysée aurait pu très bien être acceptée et comprise par les contribuables français si, parallèlement, il n'y avait pas eu une baisse significative des retraites et du pouvoir d'achat des ménages consécutivement à l'augmentation de la CSG et de la fiscalité écologique. Circonstance aggravante : la flambée des taxes sur les carburants s'ajoutant à celle du prix du pétrole sur les marchés.

Bien entendu, Emmanuel MACRON se garde bien de parler des salaires des dirigeants des grandes entreprises françaises où chaque société de l'indice phare de la bourse de Paris a versé en moyenne 5,07 millions d'euros à son numéro un... ! Les trois entreprises qui ont payé le mieux leur manager en 2017 sont respectivement : LafargeHolcim avec 11,20 millions d'euros, TechnipFMC avec 10,57 millions d'euros et Sanofi avec 9,75 millions d'euros par an. Rémunération comprenant : un salaire fixe, une rémunération variable, plus des stock-options et actions de performance. Le salaire du patron de Sanofi est 171 fois plus élevé que le salaire moyen d'un salarié de Sanofi. De la modération à la gourmandise... il n'y a qu'un pas !

Une limitation de l'échelle des salaires ne devrait-elle pas être mise en place ? Il faut inventer une nouvelle économie, une nouvelle société et une meilleure répartition de la richesse créée par la fiscalité.

Pourquoi, après avoir créé l'Europe et une monnaie unique, rien n'a été envisagé pour aménager une fiscalité sur les revenus et le patrimoine plus juste et plus harmonieuse entre les différents pays composant cette communauté européenne ? En effet, les disparités des régimes fiscaux selon les pays favorisent ainsi et encore les plus riches et les plus aisés.

Comment se fait-il, pour ne prendre que cet exemple, que le Portugal, un pays voisin, est autorisé à offrir une exonération fiscale et une suppression de droits de transmission pendant 10 ans, à ceux qui deviendraient propriétaires d'une résidence au Portugal ? On n'a pas à être exonéré d'impôts sous prétexte qu'on déménage ou que l'on change de nationalité !!! Pourquoi les États fabriquent-ils des règles qui permettent des ÉVASIONS fiscales ?? Ainsi, les gouvernements se retrouvent dans une logique de dérégulation de l'économie.

Sur ces 5 dernières années, plus de 25 000 Français s'y sont installés !

Par ailleurs, pourquoi ne pas taxer ou ne pas effectuer de prélèvement d'office, à la source, consécutivement à la prestation en France d'un acteur ou d'un chanteur, comme Florent Pagny ou Omar Sy..., avant qu'ils ne repartent chez eux, vers des horizons lointains ?

Par exemple, lors d'un concert de Johnny en France, quand celui-ci était encore du monde..., pourquoi juste avant qu'il ne reparte à Los Angeles retrouver sa petite famille, ne pas avoir effectué une retenue de 30 % (par exemple) sur la recette réalisée, ceci au profit des caisses de l'État français ?

Que dire aussi des rémunérations et autres avantages en nature... consentis à certains sportifs et aux gens du spectacle. Un bizness 5 étoiles, pour un acteur dont le temps d'apparition dans un film d'une heure et demie, n'est que de 20 à 30 minutes... ! Quand ils ne vendent pas leurs souvenirs et ne s'invitent pas partout. Ne serions-nous pas à même d'en faire autant, nous, retraités ou salariés qui au quotidien doivent produire autre chose que des images et faire du cinéma, avec des engagements à tenir, des responsabilités à assurer, des connaissances à partager et des résultats à produire..., pour seulement 1700 à 2000 euros par mois, avec un bac + 5.

Et que penser de ces pauvres ouvriers du bâtiment qui doivent se contenter de beaucoup moins, alors que leurs conditions de travail souvent durables justifiaient un autre statut et plus de reconnaissances ! Ne sont-ils pas des artistes à leur façon quand on voit ce qu'ils sont capables de construire, de bâtir, d'arranger avec leurs mains, souvent en s'exposant et en prenant des risques insoupçonnables ! Que seraient devenus aujourd'hui nos villes, nos campagnes et notre pays, s'ils n'existaient pas ?

Et puis tout est devenu trop cher pour une majorité de citoyens français : 6 huîtres Marennes-Oléron n° 3 dans un restaurant à 28 € (par exemple), une salade à 24 €, une bière à 10 €, des chaussures à plus de 350 voire 500 €, un plein d'essence ordinaire 87 €, etc. etc. Il n'y a qu'à constater le pourcentage de rabais ou de remises au moment des soldes : -30 %, -50 % ou bien encore -70 % et je ne pense pas, que même à -70 % un commerçant accepte de perdre de l'argent ! Ne serait-il pas plus judicieux de baisser les prix dès la mise en rayon de cet article ? Et ne parlons pas de l'immobilier..., quand pendant ce temps l'argent placé ne rapporte plus rien !

Enfin, cette crise que nous traversons, ce manque de pouvoir d'achat..., n'engendre-t-elle pas une insécurité sociale grandissante, avec tous ces jeunes confrontés à eux-mêmes et en perte de repères, qui construisent désormais leur identité à travers un monde virtuel ? Cela aura des conséquences dramatiques. Qu'attendons-nous pour rétablir le service militaire obligatoire d'un an, supprimé par Jacques CHIRAC en 1995. On ne peut que constater depuis une période de complète mutation qui n'a pas été anticipée par les précédents gouvernements en raison de la montée des comportements d'incivilité et dangereux de cette jeunesse livrée à elle-même, à laquelle nous sommes confrontés au quotidien (enseignants, employeurs...). Le service national représentait une excellente école de vie et de partage. Hélas !

Mais tous ces riches, ces privilégiés propres sur eux, c'est ceux-là même qui font les lois, ils ne vont quand même pas se tirer une balle dans le pied et je tairai ces histoires de détournements d'argent et de biens..., dont la presse nous fait l'écho au quotidien et nous rassasie de bonheur !

Il serait urgent, Monsieur le Président, d'envisager une diminution drastique des effectifs au Sénat et une réduction du nombre de députés en surnombre et de ces élus des collectivités territoriales et des conseillers régionaux. Enfin, une interdiction réelle et effective du cumul des mandats et du cumul des retraites desdits mandats et aussi, c'est convergeant, une réduction de ministres et autres secrétaires d'État serait la bienvenue !

Difficile, cher Président, dans ces conditions, à l'image de la fracture de la France, d'avoir foi en vos valeurs et de croire en vos projets. J'espère, oui, que la France réagira si vous ne l'écoutez pas !

L'épreuve de force qui se situe dans une logique de bras de fer est maintenant engagée avec les « Gilets jaunes » vis-à-vis de ce président inflexible.

Cahier de Salles-sur-Mer

On assiste à une crise des institutions, une crise de la Vème République et l'avenir risque d'être pire, si demain le président Macron ne remet pas le citoyen au cœur du débat et si ensemble nous ne faisons pas l'unanimité !

[sur un morceau de papier collé au bas de la dernière page, à cheval sur la feuille dactylographiée et la page de cahier] Le 25 janvier 2019

[Prénom Nom]

[FIN]